

**Catherine Coquio**

*Université de Poitiers*

## **LA MÉMOIRE DES « CAMPS » EN EUROPE : SURDITÉ ET CHASSÉS-CROISÉS**

Une « guerre des mémoires » concernant les camps nazis et soviétiques battait son plein en France au cours des années 1990 ; elle n'occupe plus aujourd'hui le devant de la scène culturelle et politique. Pourtant la disproportion est grande encore, et même croissante ces dix dernières années, entre la mémoire de la Shoah et celle du Goulag. La première, ponctuée par les commémorations internationales des 50 et 60 ans de la libération d'Auschwitz (1995, 2005), cristallise l'attention de manière exponentielle et se prolonge dans des domaines à la fois commémoratif, historiographique, littéraire et pédagogique. Tandis que le regard porté sur le Goulag se tient, lui, nettement aux marges de la vie culturelle, médiatique et scolaire, du moins en Europe occidentale. Cette mémoire bancal reste pourtant toujours litigieuse, même parfois de façon violente. Mais ce litige semble lui-même se normaliser, voire s'effacer sous l'effet de phénomènes convergents, qui n'en font pas moins de l'Europe un paysage mémoriel fractionné.

### **Quels « devoirs de mémoire » ? L'Europe fractionnée**

La construction de « musées de l'Holocauste » aux États-Unis et en Europe, et la pratique croissante des visites de camps nazis en Pologne et en Allemagne, particulièrement à Auschwitz, posent la question des dangers d'une « ritualité de musée », voire d'un « tourisme de la mémoire », phénomène social sur lequel s'interrogent les historiens et sociologues (Wahnich, 2003 et 2007). Annette Wieviorka a évoqué ses sentiments partagés à ce propos dans *Auschwitz 60 ans après* (2005), et plus d'un sociologue américain avait attiré l'attention sur les risques que faisait courir à la mémoire – à propos entre autres du musée de l'Holocauste à Washington (1993) et de la Fondation Spielberg – le phénomène d'« américanisation de l'Holocauste ».

La formule du « devoir de mémoire » recouvre un phénomène très large, né aux États-Unis au cours des

années 1960 et passé en Europe au cours des années 1980. On peut en voir un aboutissement dans deux grandes décisions publiques prises en 2002 : établir dans les établissements scolaires européens une « Journée pour la mémoire de l'Holocauste et la prévention des crimes contre l'humanité »<sup>1</sup> (sa date a été fixée par de nombreux pays le 27 janvier, jour de la libération d'Auschwitz) ; décerner le Prix Nobel de littérature à l'écrivain juif hongrois Imre Kertész, rescapé d'Auschwitz et de Buchenwald. On sait pourtant ce qu'il en a été de la « libération » d'Auschwitz par les Soviétiques, et du poids de l'idéologie communiste et antifasciste sur la gestion polonaise du Musée d'Auschwitz (Szurek, 1990 ; Wiewiorka, 2005<sup>2</sup>).

Certes, la marginalisation de la mémoire du Goulag n'est pas due seulement à la part croissante faite à la mémoire de la Shoah. Elle constitue un fait social, culturel et aussi politique, même s'il relève de l'impensé plutôt que de l'acte. Lors de l'inauguration du Centre de la mémoire à Oradour-sur-Glane, en 2000, le Président de la République Jacques Chirac, évoquait une série de massacres très divers – la Saint-Barthélemy, la Vendée, Guernica, Sabra et Chatila, le Rwanda, la Bosnie, le Kosovo – mais ne mentionna ni l'URSS, ni la Chine de Mao, ni le Cambodge de Pol Pot, ni aucun massacre commis en régime communiste. Un militant de l'anti-communisme s'est plaint alors d'une « hypermnésie du nazisme » empêchant de voir « l'amnésie du communisme », et il a rappelé l'imposture de Katyn<sup>3</sup>.

La situation est pour l'essentiel la même dans les autres pays d'Europe occidentale, malgré les particularités de la « double » mémoire allemande sur ce plan (Gaudard, 1997)<sup>4</sup>. Mais il en va tout autrement dans la partie de l'Europe qui s'est dégagée tardivement de la tutelle soviétique : là, le « travail de mémoire » s'effectue bien en direction des crimes communistes, sur fond d'une montée des nationalismes que ne saurait endiguer la fragile entente européenne. Or, cette focalisation va

souvent de pair avec le contournement de l'épisode nazi, qui renvoie ces sociétés à la question de l'antisémitisme.

On sait qu'en Pologne, en Ukraine et dans les pays baltes, zones historiques de haute tension, livrées à leurs occupants successifs, les nazis avaient été assistés par des milices locales d'autant plus redoutables que leurs membres assimilaient les juifs au régime communiste, lequel s'était manifesté par son extrême violence à l'égard des populations, soumises à un régime d'arrestations et de déportations arbitraires. Dans ces pays, la mémoire des crimes nazis est mise en balance avec celle des crimes communistes, lorsqu'elle ne lui est pas inversement proportionnelle.

Le 22 mai 2008, les présidents de Lituanie et de Pologne se sont rendus ensemble à Vilnius près du monument en hommage aux victimes de l'occupation soviétique et y ont déposé des fleurs, avant de partir pour Riga (Lettonie). Le premier, Vladas Adamkus, a alors rappelé que les déportations des Lituaniens en Sibirie en 1948 « ont laissé de profondes cicatrices dans l'histoire et dans la mémoire du peuple », et qu'il fallait faire en sorte que les « crimes commis par les régimes stalinistes ou par d'autres régimes totalitaires soient condamnés dans toute l'Union européenne ». Cette déclaration n'a pas suscité d'intérêt passionné.

Occultées par l'explosion du conflit ex-yougoslave, puis par un occidento-centrisme atavique, les petites révolutions culturelles concernant le rapport au passé qui ont lieu en Europe centrale et orientale depuis la chute du communisme restent peu connues dans les vieilles démocraties, où on les regarde à distance, sans réellement en prendre acte. Les scandales récents, comme celui qu'a provoqué en Estonie la statue du « Soldat inconnu » de l'Armée rouge, sont perçus comme des caprices suspects d'enfants terribles ou mal dégrossis. Seule une minorité est informée des lames de fond qui bouleversent ces sociétés derrière les turbulences de surface. Face à la Pologne en particulier,

l'opinion commune, lorsqu'elle n'est pas indifférente, se campe dans une posture de méfiance ou d'hostilité au nom de l'histoire avérée de l'antisémitisme polonais, sans considérer l'énorme travail accompli dans ce domaine au cours des années 1990-2000, qui rappelle, *mutatis mutandis*, celui qui avait bouleversé la société ouest-allemande au cours des années 1970-1980.

L'histoire soviétique reste mal connue du public, y compris en Russie, malgré le nombre de familles touchées ou impliquées par la répression. Les perspectives ouvertes aux historiens en 1992 par la « révolution des archives » pendant la *Glasnost* (Chentalinski, 1994, 1996), ont été vite obstruées par une « contre-révolution » ou un « Thermidor » (Hlevnjuk, 1999) : fermeture de fonds ; complication des déclassifications ; monopoles d'accès attribués à des historiens non « révisionnistes », aux pratiques interprétatives parfois abusives ou désinvoltes. Ce retour à l'opacité a lieu à l'heure où la Russie s'émeut de sa grandeur passée. Quant à la première puissance mondiale, elle est trop occupée à détruire ceux qu'elle avait aidés à lutter contre l'empire soviétique pour se préoccuper de la mémoire du Goulag, ou s'inquiéter de la nostalgie dont cet empire fait l'objet ici et là, sur fond de racisme rampant.

## **Mémoires et guerres des mots : camps et génocides**

La question brûlante de la comparaison historique, longtemps liée au concept de totalitarisme, s'est clairement déplacée de la notion de « camp » à celle de « génocide ». Cette notion survoltée s'est vue instrumentalisée, discutée, redéfinie et historicisée (Lemkin, 2008), tandis que les notions de « crime contre l'humanité », de « crime imprescriptible » et de « complicité de génocide » ont suscité en France des travaux et débats,

qui ont eu lieu parallèlement aux procès des crimes de Vichy (années 1990) et aux commissions d'information (1998) et d'enquête (2004) relatives à la politique française au Rwanda en 1990-1994. Tous ces débats ont contribué à mettre en cause « Auschwitz » comme emblème du génocide des Juifs et paradigme du crime contre l'humanité, tel qu'il s'était fixé non au procès de Nuremberg de 1946, mais dans la conscience collective occidentale au cours des années 1980.

Certains de ces débats ont donné lieu à des mises au point relatives à la notion de « camp de concentration », ramenée à son origine espagnole (guerre de Cuba, 1895) et coloniale (guerre des Boers, 1905), puis à son trajet de l'Afrique du Sud à l'Allemagne nazie. D'autres ont pris la forme de disputes à propos des lieux de regroupement mis en place par le régime de Belgrade et de ses milices en vue de l'« épuration ethnique » en ex-Yougoslavie – Milosevic étant comparé à Hitler. L'inspiration raciale des violences accomplies et l'existence de sites ou zones d'extermination particulièrement redoutables en Bosnie, firent que l'étalon des comparaisons fut Auschwitz et non le Goulag, quel que soit l'héritage politique des représentants du nationalisme.

En parallèle, la mise au pluriel du mot « génocide » s'est faite au prix de violentes polémiques médiatiques, pour s'accorder sur une sorte de vulgate trinitaire qui prévaut actuellement en France, selon laquelle il existerait trois génocides : arménien, juif et rwandais. L'actuel consensus sur ces trois génocides, fragile et sans doute provisoire, relègue dans les marges certains événements majeurs. Ainsi, tout ce qui s'est passé dans l'Ukraine de Staline en 1932-1933<sup>5</sup>, dans le Cambodge des Khmers rouges, en ex-Yougoslavie en 1991-1995, pendant la guerre d'indépendance du Cameroun, mais aussi, plus tôt, en Vendée en 1794, reste en souffrance de désignation, voire de réparation. À tort ou à raison, comme le notait Annette Wieviorka (dans *L'Ère du témoin*), les crimes nazis continuent de

servir d'étalon ou d'étape cruciale dans l'histoire des massacres et des exterminations. Une histoire d'où semblent souvent s'absenter les crimes communistes, obscurcis sous nos latitudes par leur lointaine immensité, alors qu'ils le sont, dans les sociétés concernées, par une trop intime proximité qui vient servir un déni politique plus ou moins sourd (Cambodge) ou orchestré (Russie, Chine, Corée).

## Le travail des chercheurs

Si la question des « camps » est devenue secondaire dans les débats publics, le lien du concentrationnaire et du génocidaire n'est rien moins qu'anodin, au plan de l'histoire politique, de son déroulement, mais aussi de sa mémoire. D'une part, les avancées historiographiques relatives au génocide arménien ont fait découvrir, à la fin des années 1990, l'existence d'un vaste réseau de sites d'exécutions et de camps-mouroirs dans le désert de Syrie, lors de la seconde phase d'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman (Kévorkian, 2006). D'autre part, l'essor des travaux sur le processus de décision de la « Solution finale » nazie, mettant au jour l'importance de la « Shoah par balles »<sup>6</sup>, puis la reconnaissance internationale des recherches entreprises par le Père Patrick Desbois en Ukraine depuis 1998 ont fait cesser l'arrimage systématique du « génocide » au « camp », et la réduction de la « Shoah » à « Auschwitz », contribuant ainsi à l'intelligibilité du processus génocidaire en tant que tel.

Un tel travail d'historicisation ne fait que commencer à propos du Goulag (Appelbaum, 2003). Celui-ci est peu encouragé sinon entravé en Russie : aucune politique commémorative n'est menée sur le sujet ; la politique régressive relative aux archives donne lieu à une dévaluation de la recherche historiographique ; il n'existe

aucun relais médiatique structuré. Dans une société qui voit sans broncher l'assassinat de ses derniers journalistes contestataires, on est très loin de l'émotion qu'avait suscitée la projection, à la télévision soviétique en 1988, du documentaire *La Naissance du Goulag*, qui abordait la question des camps pour la première fois<sup>7</sup>.

C'est pourtant dans la « société civile » que s'effectue ici l'essentiel du travail. La mémoire du Goulag, au sens matériel, symbolique et politique, est recueillie, conservée, archivée et gérée par l'association *Mémorial*<sup>8</sup> : cette importante ONG, créée en 1988, devenue dépositaire du legs de la dissidence, effectue un vrai travail de fouille dans les documents politiques et privés, et lutte vaillamment sur les fronts de la connaissance, de la reconnaissance, de l'aide aux anciens prisonniers politiques, et de la défense des droits de l'homme (en Tchétchénie, notamment). Cette activité, qui mobilise aujourd'hui près de 90 associations nationales et régionales dans sept pays différents (Russie, Ukraine, Lituanie, Kazakhstan, Géorgie, Pologne, Allemagne), permet qu'un travail historiographique – et plus encore ethnographique – ait lieu. Mais la recherche savante s'effectue au sein d'une communauté scientifique réduite, souvent extérieure au pays, et elle est loin de recevoir une attention publique analogue à celle qui porte sur la Shoah.

Un exemple toutefois, avec l'exposition du Musée ethnographique de Genève en 2004, co-organisée avec *Mémorial*, avait ainsi pour but de rappeler à l'Ouest l'énormité de ce qu'on était en train d'oublier même en Russie : les camps soviétiques n'avaient pas seulement été installés dans la lointaine Sibérie ; ils furent ouverts dès 1923 sur un mode expérimental dans le monastère des îles Solovki (dont la nature concentrationnaire est encore controversée – Lichtenhan, 2004) ; ils pullulèrent aussi dans des zones très habitées, y compris autour de Moscou. Le système du Goulag (*Glavnoe upravlenie lagerei*) fut pleinement actif pendant plus de vingt ans mais il dura encore plus du double, et les

derniers détenus en furent libérés en 1986. Durant la période la plus active, un adulte sur cinq est passé dans ces camps, et des centaines de milliers de personnes y sont nées. Le nombre de personnes qui y ont disparu, non comptabilisées, dépasse à coup sûr 10 millions, avec une pointe de 600 000 exécutions en 1937-1938.

### « Antitotalitarisme »

La tournure qu'ont prise les débats sur les camps nazis et soviétiques après la chute du Mur est inséparable de la « résurrection » du concept de « totalitarisme » après 1989. Mais celle-ci est jugée « suspecte » par Enzo Traverso (2001) car elle correspondrait à un blanc-seing donné au capitalisme libéral. Le concept de totalitarisme, comme il l'a montré, avait été inégalement utilisé à l'Ouest et à l'Est. Au cours des années 1960 il s'était éclipsé vers les États-Unis, où il avait prospéré grâce à Arendt et Orwell avant d'y être perçu comme l'instrument idéologique de la guerre froide et du néocolonialisme ; au même moment, le concept d'« Holocauste » et le discours sur l'unicité commençaient à s'imposer, à la faveur de la guerre israélo-arabe de 1967 et du succès d'Élie Wiesel.

Si la crise du marxisme permit que se déclenche à l'Ouest un travail de reconnaissance des crimes soviétiques, le travail de la connaissance fut entravé, lui, par une forme de narcissisme idéologique peu propice à l'historicisation du passé (Potel, 1995). Ceci appauvrit la soviétologie occidentale, impropre à réduire l'opacité de ce qui se passait de l'autre côté du Mur et à prendre conscience de ce que Marc Ferro appela en 1989 le « *new deal* politique de l'URSS »<sup>9</sup>. Sur fond d'un post-modernisme pour partie importé des États-Unis, nourri des mythes de fin de l'histoire et de fin des idéologies, l'antitotalitarisme a fait alors retour, chez des penseurs

libéraux et conservateurs, qui établirent entre communisme et nazisme un nouveau rapport d'équation (François Furet, 1995<sup>10</sup>) ou de généalogie (Ernst Nolte).

Cette érosion des différences a pris un tour particulier en Allemagne, qui était jusque-là partagée entre un antifascisme monolithique, à l'Est, et un antitotalitarisme libéral miné par l'extrémisme d'une jeunesse antinazie, hantée par la responsabilité de ses aînés, à l'Ouest. Après la chute du Mur, les débats se sont polarisés autour de l'idée de réunification, contre laquelle protestèrent, au nom de la « rupture de civilisation d'Auschwitz », des écrivains de l'Est et de l'Ouest, inquiets de voir se réveiller un monstre (Christa Wolf, Günther Grass), tandis que les héritiers de l'École de Francfort protestaient contre la « déproblématisation » du legs nazi induit par le « consensus antitotalitaire » (Jürgen Habermas).

Dans les pays sous orbite soviétique, où la notion de totalitarisme est restée longtemps lettre morte, y compris dans la Hongrie de 1956, la distinction s'était fait jour, à partir du printemps de Prague, entre le « socialisme réel » et un « socialisme à visage humain », qui amena Vaclav Havel, animateur de la Charte 77, à protester contre « l'invisible guerre du système totalitaire contre la vie ». Mais la dissidence emprunta le plus souvent son inspiration à des traditions nationales politiques ou religieuses, tandis que l'idée antitotalitaire ne s'exprima qu'en exil et chez certains individus seulement. Les dissidents soviétiques exilés tinrent volontiers à l'Ouest un discours slavophile (Soljenitsyne, Zinoviev) axé sur les spécificités locales et sociales, ce qui correspondait aussi aux attentes de divers historiens.

L'acclimatation de l'idée antitotalitaire ne se fit donc là qu'après la chute du Mur, en concordance avec une montée des nationalismes. La mémoire des crimes nazis et des crimes soviétiques s'est déclinée en fonction des occupations et exactions que ces pays avaient eu à subir au cours des années 1940.

## À l'Est, la mémoire introuvable ?

Dans les pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie) qui avaient eu à souffrir de l'occupation soviétique plus longtemps que de l'occupation nazie, l'antitotalitarisme est devenu l'argument d'une mémoire bancale : le poids des milliers de déportations en Sibérie rend l'histoire nazie d'autant plus légère que l'existence de la collaboration avec la Waffen SS est difficile à avouer. Lorsque cette collaboration est reconnue, comme cela a été récemment le cas en Estonie, c'est en arguant que les crimes nazis ont pesé infiniment moins lourds que les crimes soviétiques.

En Estonie, c'est d'un groupe d'intellectuels et d'historiens qu'est venue l'initiative de créer un Comité antifasciste, qui a entrepris de noter toutes les manifestations de néo-nazisme et de racisme dans le pays, et de rédiger un « livre blanc » sur les trois occupations – soviétique, nazie, soviétique – de 1940 à 1991 (Salo, 2005). Le livre est paru en 2005, suivi en 2007 d'un volume collectif sur la transmission des témoignages de déportations publié par l'Université de Tartu (Kukk, Raun, 2007), où se développe une réflexion historiographique sur les récits de vie et l'histoire orale, propre à produire un décroisement international et disciplinaire (histoire, ethnographie, psychologie, littérature), en même temps qu'un croisement des mémoires<sup>11</sup>.

Ce travail critique n'empêche pas la « guerre des monuments » d'exister. En février 2007, le gouvernement estonien a promulgué une loi destinée à déplacer les monuments de la Seconde Guerre mondiale dans les banlieues de Tallinn, cette mesure visant en particulier la statue du Soldat soviétique inconnu qui trônait en plein centre. Quelques mois plus tard, l'installation de la statue dans un cimetière militaire de Tallin a provoqué des émeutes, et la Russie, qui a vu là une insulte aux millions de Russes morts pour la victoire contre le nazisme, a été accusée de laisser les manifestants vandaliser

l'ambassade d'Estonie à Moscou – tandis qu'à l'ambassade d'Estonie de Kiev, capitale de l'Ukraine, les policiers étaient intervenus pour évacuer les manifestants.

Ces disputes estoniennes peuvent sembler mineures. Mais loin d'être dérisoires, elles sont un emblème et un concentré de l'actuel état du monde au regard du partage des mémoires historiques. Si la guerre froide est un vieux souvenir, la mémoire des déportations nazies et soviétiques continue, elle, d'ulcérer les consciences, et de peser sur l'Europe d'aujourd'hui, entamant la confiance dans l'avenir.

Le cas de la Pologne tranche sur le cas estonien, et constitue à l'Est une exception frappante, pour l'intense travail d'histoire et de réflexion qui s'y est engagé depuis une quinzaine d'années, sur l'occupation nazie et sur les relations judéo-polonaises avant, pendant et après la Shoah. Après un long et violent conflit entre la mémoire juive et la mémoire polonaise, lié à la mainmise de l'Église catholique sur Auschwitz (Heuner, 2003), conflit qui culmina avec l'affaire du Carmel (1984-1989), le retour sur soi initié par une partie des intellectuels, mais aussi le travail mené par des chercheurs et écrivains juifs et non juifs au long des années 1960-1990, ont suscité un réveil de la conscience historique sans précédent dans les pays de l'Est.

Aujourd'hui, les camps dont les constructions ont été conservées font l'objet de politiques muséographiques entièrement nouvelles. L'affaire du Carmel d'Auschwitz a attiré l'attention sur le site, et la conception du Musée international d'Auschwitz a connu une profonde mutation, due à la fois aux nouvelles données politiques mondiales, à l'importance des travaux consacrés au génocide depuis plus de vingt ans et aux subventions de fondations privées<sup>12</sup> et de gouvernements européens<sup>13</sup> (tandis que le musée avait été auparavant financé par l'État polonais). Les plaques commémoratives ont été rectifiées et complétées ; un nouveau pavillon à Birkenau retrace l'extermination des Juifs de

manière concrète et sensible, prenant en compte les témoignages de déportés juifs (dont certains sont étudiés à l'école). L'État polonais soutient l'activité éducative, scientifique et éditoriale menée par le musée, qui collabore avec de nombreux pays et institutions – en particulier Yad Vachem – pour organiser des visites guidées dans une quinzaine de langues.

Pendant ce temps, l'ex-grand-frère russe achève de renverser la dynamique de la *Glasnost*. La Perestroïka n'a pas suffi à déclencher un véritable travail de mémoire en direction de la Terreur et du Goulag, au-delà de quelques démontages de statues et semi-ouvertures d'archives – qui n'ont produit ni liesse populaire dans le premier cas, ni réelle réflexion historiographique dans le second.

Seules les statues soviétiques les plus impopulaires ont été déboulonnées – celles de Félix Dzerjinski, le fondateur de la Tchèque, de Sverdlov et de Kalinine – et transférées dans la Maison des artistes (appelée « Parc de la sculpture »). Mais le Mausolée de Lénine n'a pas perdu son aura, la tombe de Staline trône toujours au pied du Kremlin, et en 1998 Dzerjinski a failli réintégrer la place de la Lubianka, selon le vœu de la Douma de la Fédération de Russie.

Les statues n'ont pas été vandalisées – contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne et en Hongrie –, et les symboles communistes n'ont pas été liquidés mais recyclés : le maire de Moscou Iouri Loujkov (lui-même, indéboulonnable) a décidé en 1993 que les emblèmes

soviétiques seraient « réaménagés » en panneaux publicitaires, d'où l'étalage d'un kitsch spécifique, où l'esthétique stalinienne est utilisée davantage que citée : l'étoile de l'ordre de Lénine est devenue une étoile à cinq branches sur fond rouge, avec au centre un petit Kremlin jaune et bleu.

Ex-membre du KGB, Poutine n'avait jamais participé à la « Journée à la mémoire des victimes des répressions », alors qu'il avait recommandé de « ne pas oublier 1937 ». Il a choisi de le faire tardivement : en octobre 2007 il s'est rendu à Butovo (sud de Moscou), qui avait été un lieu d'exécution massive de prêtres et d'artistes (20 000 tués en 1937-1938), pour assister à un office des morts célébré par le patriarche de Moscou et de toutes les Russies. L'Église y avait consacré quelques mois plus tôt une croix géante, qui, sculptée aux îles Solovki, avait été transportée sur le Belomorkanal de sinistre mémoire, et érigée à Butovo en hommage aux victimes des purges.

En ex-URSS, malgré l'autocritique des historiens de l'ère stalinienne et la réflexion critique qui s'amorce au sujet de l'usage des archives, la mémoire ne s'est finalement pas retrouvée, et les guerres de mémoire ne peuvent avoir lieu. Le climat de haine raciale et antisémite qui défigure la Russie actuelle montre que la commémoration de la victoire contre le nazisme, ainsi conçue sous l'ombre du petit père des peuples, ne pouvait offrir aucune garantie en ce sens, et n'était pas destinée à le faire.

## NOTES

1. Décision prise le 18 octobre 2002 par les ministres européens de l'Éducation réunis au Conseil de l'Europe à Strasbourg, qui engage 48 pays signataires de la Convention culturelle européenne.
2. Dans *Auschwitz, 60 ans après* (Laffont, 2005), Annette Wiewiorka dresse un contrepoint saisissant entre l'actualité des rites mémoriels et la réalité empirique de ce que fut Auschwitz, sa libération et son pillage pendant et après la guerre.

3. Jean-François Revel, « Communisme-nazisme : la comparaison interdite », *Le Figaro Magazine*, 12 février 2000.
4. Pierre-Yves Gaudard montre que la mémoire du nazisme, d'abord contournée à l'Ouest sous la forme « maniaque » de l'activisme économique et industriel, a connu d'intenses bouleversements liés aux procès des années 1960 et à la « littérature des pères », tandis que le régime de la RDA procédait à sa légitimation en organisant un mythe résistancialiste et un culte des morts, qui, en plus du caractère persécutoire du régime, eurent pour effet de soustraire la population à l'examen de conscience et même au deuil collectif.
5. Sur ce sujet, lui aussi toujours litigieux, on lira notamment : les récents travaux de Nicolas Werth sur la « Grande famine en Ukraine » (en ligne sur Internet) ; le dossier sur la « Grande famine 1932-1933 » dirigé par Philippe Bouchereau et Frosa Péjoska dans *L'Intranquille* n° 2-3, 1994, qui rassemble des écrits de Laurence Woisard et Leonid Pliouchtch ; les textes de Laurence Woisard et Etienne Thévenin parus dans *Parler des camps, penser les génocides*, Paris, Albin-Michel, 1999.
6. Titre de l'exposition du Mémorial de la Shoah à Paris au cours de l'hiver 2007-2008, coorganisée avec l'association Yahad in Unum.
7. *La Naissance du Goulag. Le pouvoir des Solovki*, film de Marina Goldovskaïa, Mosfilm, URSS, 1988.
8. Le centre de Mémorial à Moscou contient plus de 100 000 dossiers personnels (journaux intimes, lettres et photos), mais aussi des archives d'État (photos de camps des années 1920-1940), des milliers de dessins faits dans les camps par des artistes déportés, des objets de la vie quotidienne des camps transmis par les déportés ou leurs familles.
9. *Le Débat*, 1989, n° 65.
10. À quoi répondit un appel à un travail de précision qui soit attentif à la « singularité de la Shoah », mais aussi à chaque « fait social total » (Claude Lefort, *La Complication*, 1998).
11. Voir les interventions de Aigi Rahi-Tamm, « On the border of tears and laughter. Life histories of Estonian deportees from a historian's viewpoint », et de Tiiu Jaago, « Political destinies : the subject matter of Stalinist prison camps in Estonian life history narratives », au colloque *La Littérature des camps : sémiotique des récits*, organisé par Licia Taverna (sémiologie) et Stefano Montes (anthropologie), Université de Tartu, 17-18 mai 2007 (à paraître).
12. Fondation Ronald S. Lauder ; Fondation pour la commémoration des victimes du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ; Fondation pour la coopération germano-polonaise.
13. Allemagne, France, Autriche, Grèce, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Suède.